



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

NOUVELLE ARCHITECTURE SÉCURITAIRE À L'ÈRE POST- DISSUASION ÉLARGIE

Vers la création d'un « Conseil de sécurité des cinq puissances moyennes (MP5) » : Corée, Japon, France, Royaume-Uni, Allemagne

Cheong Seong-chang / Vice-directeur du Centre
d'études sur la Corée du Nord au Sejong
Institute onction

Mars 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Cheong Seong-chang / Vice-directeur du Centre d'études sur la Corée du Nord au Sejong Institute

Le docteur Cheong Seong-chang est vice-directeur du Centre d'études sur la Corée du Nord au Sejong Institute, think tank sud-coréen de premier plan. Il est également président du Forum coréen sur la sécurité nucléaire. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'université Paris-Nanterre, il a été conseiller pour la Présidence de la République et au sein du ministère de la Réunification et du ministère de la Défense sud-coréens. Son ouvrage « La face cachée de Kim Jong-un, politique et stratégie du dirigeant nord-coréen », traduit en français par Alexandre Haym paraîtra courant avril 2026 chez l'atelier des cahiers.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Cet article a été initialement publié sur le site du Sejong Institute, sous la forme d'un Sejong Focus le 24 février 2026.

Dans le présent document, « MP5 (*Middle Power 5*, cinq puissances moyennes) » désigne le projet de conseil de sécurité composé de cinq pays — Corée du Sud, Japon, France, Royaume-Uni et Allemagne. Ces États, sans être des superpuissances au même titre que les États-Unis, la Chine ou la Russie, disposent d'atouts stratégiques autonomes et de capacités industrielles de défense de rang mondial. L'objectif est de bâtir un réseau de sécurité autonome entre puissances moyennes, venant compléter l'architecture de sécurité sous leadership américain.

LA FIN DE LA DISSUASION ÉLARGIE ET LE RETOUR DES ÉTATS-UNIS COMME « ÉQUILIBREUR *OFFSHORE* »

La Stratégie de sécurité nationale (NSS) publiée par l'administration Trump en décembre 2025 a fait disparaître la notion de « dissuasion élargie » (*Extended Deterrence*), pourtant présente dans tous les NSS précédents sans exception. Il en est allé de même dans la Stratégie de défense nationale (NDS) dévoilée en janvier 2026. Plus significatif encore, la NDS 2026 stipule explicitement que « la Corée du Sud doit assumer la responsabilité première (*primary responsibility*) de la dissuasion face à la Corée du Nord, les États-Unis ne fournissant qu'un soutien essentiel, mais limité (*critical but more limited support*) »¹. Cela marque un changement fondamental dans la structure sécuritaire sur laquelle la Corée du Sud s'est appuyée depuis la fin de la Guerre froide.

Il serait certes prématuré d'affirmer que la dissuasion élargie américaine a disparu du jour au lendemain. Lors de la 5^e réunion du Groupe consultatif nucléaire (NCG) Corée-États-Unis, en décembre 2025, Washington a « réaffirmé son engagement en matière de dissuasion élargie » et défini le NCG comme une « instance bilatérale permanente ». Toutefois, la suppression de la clause sur la dissuasion élargie dans les documents de politique n'est pas un simple changement rédactionnel. Si l'on considère que les Postures nucléaires de 2010, 2018 et 2022 proclamaient invariablement le « renforcement de la dissuasion élargie », ce revirement

¹ U.S. Department of Defense, *2026 National Defense Strategy*, January 23, 2026, pp. 4, 14.

Mark F. Cancian and Chris H. Park, « The 2026 National Defense Strategy by the Numbers, » CSIS, January 31, 2026.

annonce une transformation profonde de la stratégie nucléaire américaine. Le Congressional Research Service (CRS) a d'ailleurs relevé à titre exceptionnel que la NDS 2026 ne mentionnait pas explicitement la dissuasion élargie². Les quatre priorités de la NDS 2026 révèlent une hiérarchie limpide : 1) défense de l'hémisphère occidental et du territoire américain, 2) endiguement de la Chine, 3) accroissement du partage du fardeau allié, 4) renforcement de la base industrielle de défense. Cet ordre de priorités démontre en lui-même que la défense des alliés n'est pas la préoccupation première des États-Unis. Selon l'analyse du CSIS, la NDS 2026 a *de facto* transféré aux alliés la direction du second conflit par rapport à la conception antérieure des « deux guerres simultanées »³. Sur la péninsule coréenne, Washington a défini la Corée du Nord comme « une menace pour la Corée du Sud et le Japon », affichant sa volonté de se concentrer exclusivement sur les capacités de frappe visant le territoire américain.

Ce changement marque la mise en œuvre effective de la stratégie d'« équilibre *offshore* » (*Offshore Balancing*) dans les relations internationales. La coopération trilatérale Corée-États-Unis-Japon, qui n'a de sens que lorsque les États-Unis jouent le rôle de « hub », se fragilise structurellement à mesure que la diplomatie transactionnelle américaine s'intensifie. Le Japon, qui augmente son budget de défense à 2 % du PIB, acquiert une capacité de contre-attaque et renforce l'alliance nippon-américaine, tout en développant en parallèle son autonomie stratégique — notamment en codéveloppant avec le Royaume-Uni et l'Italie l'avion de combat de nouvelle génération (GCAP). La Corée du Sud doit elle aussi de toute urgence adopter une stratégie de diversification allant au-delà de la seule dépendance envers les États-Unis.

Les limites du G7 et du Quad : la nécessité du MP5

Bien que la Corée du Sud soit une véritable puissance moyenne, classée 12e au monde par le PIB et dans les cinq premières pour la puissance militaire conventionnelle, elle ne figure dans aucun mécanisme multilatéral de sécurité majeur. Le G7 inclut l'Italie et le Canada, mais exclut la Corée, tout comme le Quad (États-Unis, Japon, Inde, Australie).

MP5 comble simultanément trois lacunes structurelles : l'orientation économique du G7, la logique anti-Chine du Quad, et l'exclusion de la Corée des deux dispositifs. En proposant activement la création de MP5, la Corée du Sud peut dépasser la diplomatie de dépendance envers les quatre grandes puissances voisines et ouvrir de nouveaux horizons pour une diplomatie de puissance moyenne.

² Congressional Research Service, « U.S. Extended Deterrence and Regional Nuclear Capabilities », updated February 6, 2026.

³ Mark F. Cancian and Chris H. Park, « The 2026 National Defense Strategy by the Numbers: Radical Changes, Moderate Changes, and Some Continuities, » CSIS, January 31, 2026.

Tableau comparatif : G7, Quad et MP5

Critère	G7	Quad	MP5 (proposition)
Principaux agendas	Économie et finance	Endiguement de la Chine / sécurité indo-pacifique	Sécurité, sous-marins nucléaires, technologie, coopération nucléaire
Inclusion de la Corée	Exclue (Italie et Canada inclus)	Exclue (sensibilité Chine)	Co-initiatrice
Participation européenne	Cadre dominé par les États-Unis	Absence de l'Europe	France, R.-U., Allemagne comme membres centraux
Agenda nucléaire	Absent	Absent	Dialogue stratégique sur la sécurité nucléaire inclus
Dépendance vis-à-vis des É.-U.	Élevée (dirigé par les É.-U.)	Très élevée (hub américain)	Faible (conçu indépendamment des É.-U.)
Potentiel d'expansion	Limité	Limité	Expansion progressive vers MP6/MP7 possible

POURQUOI CES CINQ PAYS ? LA COMPLÉMENTARITÉ STRATÉGIQUE DES CINQ PUISSANCES MOYENNES (MP5)

Le présent document propose de traduire « Middle Power » par « puissance moyenne forte » (中強國) plutôt que par le terme conventionnel de « puissance intermédiaire » (中堅國). Ce dernier évoque davantage l'image d'un « pilier » ou d'un « soutien », avec une connotation normative centrée sur les « rôles et responsabilités ». En revanche, « puissance moyenne forte » reflète plus précisément les capacités réelles et la position stratégique d'États de taille intermédiaire qui, sans atteindre le niveau des superpuissances, appartiennent clairement à la catégorie des grandes puissances.

La Corée du Sud, le Japon, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ne peuvent certes pas devenir des superpuissances à la mesure des États-Unis, de la Chine ou de la Russie en termes de superficie ou de population, mais ce sont indéniablement de grandes puissances, développant l'énergie nucléaire à des fins civiles à l'exception de la France et du Royaume-Uni dotés de capacités militaires, d'économies dans les dix premières mondiales et de technologies de défense de pointe. Le terme « puissance intermédiaire » — qui les réduit à de simples pays de taille moyenne — est bien moins précis que « puissance moyenne forte », qui désigne des grandes puissances de taille intermédiaire. Dans le classement 2026 du Global Firepower

(GFP) sur les capacités militaires conventionnelles, la Corée du Sud, la France, le Japon et le Royaume-Uni occupent les rangs 5 à 8, l'Allemagne le rang 12. Ce sont là de véritables puissances moyennes fortes.

France : l'architecte de la force nucléaire autonome et de la « solidarité indépendante »

La France place l'« autonomie stratégique » comme pilier de son identité nationale, la distinguant fondamentalement des États-Unis. Elle exploite quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de classe Barracuda (classe Suffren), et dispose d'installations d'enrichissement de l'uranium en propre. La classe Barracuda, qui utilise de l'uranium faiblement enrichi (UFE), présente, d'un point de vue de la non-prolifération nucléaire, des obstacles juridiques comparativement plus faibles pour une coopération technologique avec la Corée du Sud⁴.

La stratégie indopacifique française, actualisée en juillet 2025, qualifie la France de « nation résidente de l'Indo-Pacifique » et maintient en permanence quelque 7 000 à 8 000 militaires dans ses territoires d'outre-mer. En mai 2025 notamment, le président Macron est devenu le premier chef d'État européen à prononcer le discours d'ouverture du Dialogue de Shangri-La, à Singapour, et a proposé aux partenaires asiatiques et européens de former une « coalition de solidarité indépendante » (coalition of independents) ne s'alignant sur aucune des deux grandes puissances⁵. MP5 est précisément la forme d'institutionnalisation la plus concrète de cette vision de Macron. Le 140^e anniversaire des relations diplomatiques franco-coréennes en 2026 constitue une occasion rêvée pour rehausser ce partenariat stratégique.

Royaume-Uni : les renseignements des Five Eyes et le précédent AUKUS

Le Royaume-Uni est membre central de l'alliance de renseignement Five Eyes et dispose des capacités les plus élevées au monde en matière de renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) et de cyberdéfense. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste (juillet 2024), des formules comme « Global Britain » ou « pivot indopacifique » ont été retirées des documents officiels, mais l'engagement militaire concret s'est en réalité renforcé. L'« Opération High Mast », menée en avril 2025 autour du groupe aéronaval du HMS Prince of Wales, constituait le deuxième déploiement d'un groupe aéronaval britannique en

⁴ Le sous-marin de classe Barracuda (classe Suffren) français est construit par Naval Group et embarque le réacteur K15. Cf. CHEONG Seong-Chang, « Stratégie et feuille de route de la coopération Corée-France en matière de sous-marins nucléaires, » *Sejong Focus*, 10 février 2026.

⁵ USNI News, « French President Macron Calls for Independent Coalition Between Europe, Asia, » Shangri-La Dialogue, May 30, 2025. Macron a proposé aux partenaires asiatiques et européens souhaitant ne s'aligner sur aucune des deux grandes puissances de bâtir une solidarité indépendante.

Indo-Pacifique avec déclaration de capacité opérationnelle totale (FOC), embarquant 24 F-35B et réunissant plus de 4 500 militaires de 13 nations.

En décidant via AUKUS (septembre 2021) de transférer la technologie de propulsion nucléaire à l'Australie, État non doté, le Royaume-Uni a créé un précédent sans équivalent — ce qui en fait un partenaire de référence incontournable lorsque la Corée du Sud entend discuter de coopération en matière de propulsion nucléaire. La Déclaration de Northwood franco-britannique de juillet 2025 a par ailleurs été la première à énoncer publiquement que « les forces nucléaires des deux pays sont indépendantes, mais peuvent être coordonnées », et un Groupe de pilotage nucléaire (Nuclear Steering Group) conjoint a été créé. Cette déclaration peut servir de modèle institutionnel pour le dialogue de sécurité nucléaire au sein de MP5.

Allemagne : cœur de l'UE et nouvel acteur du débat nucléaire

L'Allemagne est la première économie de l'UE et possède le plus grand potentiel militaire parmi les membres européens de l'OTAN. Après la déclaration du « Zeitenwende » (tournant des temps) en 2022, elle a dégagé un fonds spécial de défense de 100 milliards d'euros. En août 2025, le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité a officiellement lancé un « dialogue stratégique sur la dissuasion nucléaire »⁶. En février 2026, à la Conférence de Munich sur la sécurité, le candidat chancelier Friedrich Merz a publiquement évoqué un « dialogue nucléaire confidentiel » avec Macron. Les capacités allemandes de construction de sous-marins (TKMS) et de technologies de précision en matière de capteurs présentent une forte complémentarité avec l'industrie de défense coréenne.

Cependant, l'Allemagne a renoncé définitivement aux armes de destruction massive (ADM) par le Traité 2+4 de 1990, et le sentiment antinucléaire dans l'opinion publique reste solide. Il est donc réaliste de prévoir que l'Allemagne participera en tant qu'« observateur » aux discussions nucléaires au sein de MP5, en concentrant son rôle sur la coopération concrète dans les domaines de la défense, de la cybersécurité et de l'espace.

Japon : partenaire asiatique essentiel et co-initiateur

Le Japon fait face aux mêmes défis sécuritaires que la Corée du Sud — programme nucléaire et missiles nord-coréens, expansion militaire chinoise, incertitude des garanties de sécurité américaines. S'il renforce l'alliance nippo-américaine en augmentant son budget de défense (à 2 % du PIB) et en acquérant des capacités de contre-attaque, il poursuit en parallèle l'élargissement de son autonomie stratégique, notamment en codéveloppant avec le Royaume-Uni et l'Italie le programme mondial d'avion de combat aérien (GCAP). Si les

⁶ Élysée, « Conclusions of the Franco-German Defence and Security Council, » September 2, 2025.

capacités de construction navale de la Corée du Sud — parmi les meilleures au monde — se conjuguent aux technologies maritimes japonaises, cela pourrait créer des synergies considérables avec les technologies franco-britanniques de propulsion nucléaire et de capteurs, renforçant radicalement les capacités autonomes de surveillance et de défense en Indo-Pacifique. Il importe également que la participation de la Corée du Sud et du Japon comme co-initiateurs de MP5 permette d'institutionnaliser la coopération sécuritaire bilatérale de manière prospective, en la dissociant des questions historiques.

Corée du Sud : catalyseur de MP5 et fer de lance de la « K-diplomatie »

La Corée du Sud est une puissance économique mondiale de premier rang, avec une compétitivité internationale dans les semi-conducteurs, la construction navale et l'industrie de défense. L'essor mondial de la K-défense atteste que la Corée du Sud a acquis le statut de fournisseur — et non plus seulement de consommateur — de sécurité. Elle souffre néanmoins de lacunes décisives dans des domaines tels que les sous-marins nucléaires, l'enrichissement et le retraitement de l'uranium, et les réseaux de renseignement stratégique. MP5 est une plateforme « gagnant-gagnant » qui comble ces lacunes tout en offrant aux partenaires européens les capacités industrielles et technologiques coréennes.

Qui plus est, dans une situation où la Corée du Sud n'a pu rejoindre ni le G7 ni le Quad, le fait d'initier activement MP5 constituerait un tournant historique : la K-diplomatie prendrait le relais du chemin tracé par la K-culture (*hallyu*) et la K-défense. La Corée du Sud pourrait concevoir activement une nouvelle ère de diplomatie diversifiée, construite en solidarité avec des puissances moyennes partageant ses valeurs, en dépassant le cadre de la diplomatie de dépendance envers les quatre grandes puissances voisines (États-Unis, Chine, Japon, Russie).

LES AGENDAS PRIORITAIRES DE MP5

Coopération en matière de sous-marins nucléaires et de technologies de l'énergie atomique

Le gouvernement de Lee Jae-myung mène la construction de sous-marins à propulsion nucléaire comme objectif d'État. En octobre 2025, lors du sommet Corée-États-Unis à Gyeongju, le président Trump a approuvé la construction de sous-marins nucléaires coréens. Toutefois, la coopération concrète du Département américain de l'Énergie (DOE) pour le transfert de technologie et l'approvisionnement en combustible nucléaire reste floue.

La classe Barracuda française utilise un réacteur à base d'uranium faiblement enrichi (UFE), dont les obstacles politiques et juridiques sont relativement moins élevés que ceux de l'uranium hautement enrichi (UHE), d'un point de vue de la non-prolifération. Si la Corée du Sud entamait avec la France une recherche conjointe sur les technologies de propulsion nucléaire à base d'UFE, cela permettrait d'élaborer une alternative technologique au monopole américain sur l'UHE, tout en adressant un signal diplomatique fort : « La Corée du Sud poursuit une coopération technologique nucléaire autonome avec l'Europe. » Le Royaume-Uni est lui aussi un partenaire de coopération important, ayant créé *via* AUKUS un précédent de transfert de technologie de propulsion nucléaire à un État non doté.

Le présent document propose la création, sous l'égide de MP5, d'un « Groupe de travail sur la sécurité maritime et les technologies de propulsion nucléaire », composé de la Corée du Sud, de la France et du Royaume-Uni comme membres de plein droit, et du Japon et de l'Allemagne comme observateurs. Il aurait pour mission de conduire une recherche conjointe sur les technologies de propulsion nucléaire à base d'UFE et d'examiner les modalités pour assurer la compatibilité avec le régime de non-prolifération.

Coopération en matière de sécurité technologique et construction d'une chaîne d'approvisionnement autonome en défense

L'administration Trump adopte une posture paradoxale : elle exige des alliés une augmentation des dépenses de défense tout en contrôlant strictement le transfert des technologies clés. Construire une chaîne d'approvisionnement autonome en défense, réduisant la dépendance envers les États-Unis par la combinaison des puissances industrielles (Corée du Sud, Japon) et des puissances scientifiques et industrielles de la défense (France, Royaume-Uni, Allemagne), est une nécessité stratégique. Les quatre domaines de coopération concrète sont les suivants :

- Création d'un réseau autonome de surveillance maritime (MDA) combinant les capacités coréennes en IA et semi-conducteurs avec les technologies franco-britanniques de capteurs maritimes et satellitaires
- Codéveloppement de systèmes sans pilote (UAS/UUV) : assembler la fabrication coréenne de drones, la robotique sous-marine japonaise, les drones militaires et sous-marins sans pilote franco-britanniques, et les capteurs de précision allemands pour élaborer un système autonome de surveillance et de frappe ne dépendant pas des systèmes américains

- Conception et construction conjointes d'actifs de surveillance maritime combinant les capacités de construction navale de rang mondial coréen aux technologies aéronautiques et de capteurs franco- britanniques
- Coopération en matière de cybersécurité avec le quartier général des communications du gouvernement britannique (GCHQ) et l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information française (ANSSI), ainsi que coopération spatiale avec le Centre national d'études spatiales français (CNES) et le Centre allemand pour l'aéronautique et l'astronautique (DLR).

Sécurité eurasienne interconnectée et initiative de sécurité maritime eurasienne

La solidarité entre les quatre puissances « révisionnistes » — Russie, Chine, Corée du Nord et Iran — démontre que la sécurité des théâtres européen et asiatique est indissociable. La coopération entre IP4 (Corée du Sud, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande) et l'OTAN a connu un développement rapide depuis 2022, mais elle se heurte à deux limites majeures. Premièrement, cette coopération s'est jusqu'ici opérée essentiellement « sous l'égide américaine », alors que l'administration Trump du second mandat s'y montre réticente — ce qui a conduit trois des quatre pays IP4 (Corée du Sud, Japon, Australie) à ne pas envoyer leurs chefs d'État au sommet de l'OTAN à La Haye en juin 2025⁷. Deuxièmement, la coopération IP4-OTAN reste trop « centrée sur le dialogue » et n'a pas suffisamment évolué vers une coopération opérationnelle, industrielle et technologique concrète.

Le présent document propose, dans le cadre de MP5, la création d'une « Initiative de sécurité maritime eurasienne » (EMSI). En 2025, le groupe aéronaval du Charles de Gaulle et celui de la classe Queen Elizabeth se déploient déjà régulièrement en Indo-Pacifique. Les institutionnaliser sous forme d'exercices conjoints avec les marines coréenne et japonaise permettrait de renforcer concrètement la capacité de dissuasion.

Dialogue sur la sécurité nucléaire à l'ère post-dissuasion élargie

L'affaiblissement de la dissuasion élargie américaine propage une anxiété identique en Europe. En mai 2025, la Pologne et la France ont conclu le Traité de Nancy, qui pose les bases d'engagements de défense mutuelle et d'un dialogue stratégique lié au nucléaire. La Déclaration de Northwood franco-britannique de juillet 2025 a publiquement proclamé pour la première fois la possibilité de coordonner les forces nucléaires des deux pays. En août 2025,

⁷ La Corée du Sud y était représentée par Wi Sung-lac, directeur du Conseil de sécurité nationale, en qualité d'envoyé spécial, et avait convenu avec le Secrétaire général de l'OTAN de créer un mécanisme de travail opérationnel sur la coopération en matière d'industrie de défense. United States Studies Centre, « Beyond Alignment: Moving the NATO-IP4 Partnership Forward », December 16, 2025.

le dialogue stratégique nucléaire franco-allemand a été officiellement lancé. En février 2026, le Groupe d'études nucléaires européen de la Conférence de Munich sur la sécurité (ENSG) a publié son rapport « Mind the Deterrence Gap », appelant à élargir le dialogue nucléaire au niveau européen⁸. Pour la Corée du Sud, entamer un dialogue sur la sécurité nucléaire avec la France et le Royaume-Uni, c'est rejoindre une tendance déjà en marche en Europe — non pas prendre une initiative radicale.

Le présent document propose la création, au sein de MP5, d'un « Dialogue stratégique sur la sécurité nucléaire » (DSSN). Il prendrait la forme d'un « Forum nucléaire élargi » inspiré du Groupe des plans nucléaires (NPG) de l'OTAN, avec la participation de la Corée du Sud et du Japon. Il est important de souligner que ce dialogue ne visera pas à étendre le parapluie nucléaire français ou britannique. Étant donné que la doctrine nucléaire française lie strictement les « intérêts vitaux » au territoire national, le dialogue nucléaire au sein de MP5 se concentrera non pas sur l'« extension de la dissuasion nucléaire », mais sur les alternatives stratégiques de dissuasion à l'ère post-dissuasion élargie, la contribution potentielle des forces nucléaires franco-britanniques à la sécurité asiatique, et la coordination des positions communes pour le maintien du régime de non- prolifération.

LIMITES DU PROJET MP5 ET STRATÉGIES POUR LES SURMONTER

Pour que le projet MP5 réussisse, il est nécessaire d'affronter lucidement les obstacles structurels et de définir des stratégies pour les dépasser. Les principales limites et les voies de dépassement sont présentées dans le tableau ci-après.

Type d'obstacle	Contenu spécifique	Stratégie de dépassement
Méfiance historique Corée-Japon	Conflits historiques profonds liés aux travaux forcés, aux femmes de réconfort, etc.	Approche à « deux voies » séparant la coopération sécuritaire des dossiers historiques. Priorité à la coopération technologique/défense, élargissement progressif de la concertation sécuritaire.
Réticences potentielles des États-Unis	Risque que les États-Unis perçoivent MP5 comme une alliance antiaméricaine. Risque de frictions avec les contrôles américains à l'exportation de technologies	Souligner en permanence que MP5 complète l'OTAN et l'alliance Corée-États-Unis. Argumenter en termes d'« allègement du fardeau américain ». Encourager un rôle constructif des États-Unis.

⁸ Munich Security Conference European Nuclear Study Group, « Mind the Deterrence Gap, » February 2026. La prolifération des discussions nucléaires en Europe — Traité de Nancy franco-polonais (mai 2025), Déclaration de Northwood franco-britannique (juillet 2025), dialogue stratégique nucléaire franco-allemand (août 2025) — est une réponse d'autoprotection face à l'affaiblissement de la dissuasion élargie américaine.

	nucléaires.	
Réaction de la Chine	Risque d'être perçu comme un « OTAN asiatique », pouvant entraîner représailles économiques et pressions militaires.	Expliquer clairement que l'objectif est de défendre un ordre fondé sur les règles, non d'exclure un pays spécifique. Maintenir des canaux de coopération avec la Chine sur les enjeux globaux (climat, pandémies, etc.).
Coût politique de l'élargissement du discours nucléaire en Europe	Doctrines nucléaires française centrée sur l'Europe, contraintes du Traité 2+4 pour l'Allemagne, obligations du régime de non-prolifération.	Adopter le cadre du « dialogue des cultures stratégiques » plutôt que d'exiger une extension de la dissuasion nucléaire. Allemagne : participation en tant qu'observateur aux discussions nucléaires. Intégrer la question de la compatibilité avec la non-prolifération dans l'agenda.
Durabilité de l'engagement britannique en Indo-Pacifique	Principe « priorité OTAN » du gouvernement travailliste. Risque de capacités de déploiement extérieur limitées par les contraintes budgétaires.	Exploiter le principe d'« indivisibilité de la sécurité Europe-Indo-Pacifique » du SDR 2025. Appuyer sur la pérennité d'AUKUS pour institutionnaliser l'engagement britannique en Indo-Pacifique.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES : FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE MP5 ET VISION D'EXPANSION

Feuille de route par phases

Phase	Période	Objectif	Principales actions
Phase 1	2026–2027	Lancement et consolidation de la confiance	Création du sommet annuel des cinq chefs d'État et adoption d'une déclaration commune / Institutionnalisation des réunions des Conseillers à la sécurité nationale des cinq pays / Publication d'une déclaration commune sur la sécurité maritime et exercices militaires conjoints / Rehaussement du partenariat stratégique à l'occasion du 140e anniversaire des relations diplomatiques Corée-France (2026).
Phase 2	2028–2030	Institutionnalisation et coopération concrète	Institutionnalisation des réunions ministérielles 2+2 (Affaires étrangères et Défense) / Constitution de groupes de travail sur la sécurité technologique (défense, espace, cybersécurité) / Lancement d'études de faisabilité sur le codéveloppement de sous-marins nucléaires et d'avions de combat/chars de nouvelle génération / Lancement du Dialogue stratégique sur la sécurité nucléaire (DSSN).

Phase 3	2031– 2033	Approfondissement et fondements juridiques	Poursuite de la conclusion du « Traité de défense mutuelle et de coopération technologique MP5 » / Constitution d'un fonds commun de R&D en défense / Autorisation de participation de l'Australie et du Canada en tant qu'observateurs préparation de la transition vers MP6.
Phase 4	2034– 2035	Consolidation du statut d'acteur mondial de la sécurité	Expression de positions communes des cinq pays au Conseil de sécurité de l'ONU, au G20 et autres enceintes internationales / Contribution collective aux crises mondiales (pandémies, changement climatique, terrorisme) / Positionnement comme axe central de la défense de l'ordre international fondé sur les règles.

De MP5 à MP6 à MP7 : expansion progressive du conseil de sécurité des puissances moyennes

MP5 n'est pas la forme définitive du conseil de sécurité des puissances moyennes. Il est possible d'élargir progressivement, à partir de 2031, la participation de puissances moyennes partageant les mêmes valeurs — comme l'Australie et le Canada — pour passer à MP6 ou MP7. L'adhésion serait fondée sur deux critères : premièrement, le partage des valeurs démocratiques ; deuxièmement, la possession d'atouts stratégiques complémentaires avec les cinq pays fondateurs.

Phase	Membres	Calendrier	Justification de l'adhésion
MP5	Corée, Japon, France, R.-U., Allemagne	2026~	Cinq pays fondateurs. Puissances moyennes dotées d'actifs stratégiques, d'industries de défense et de capacités technologiques de pointe.
MP6	+ Australie ou Canada	2031~	Partenaire AUKUS (Australie) ou membre central des Five Eyes (Canada). Nécessité d'approfondir la coopération bilatérale existante.
MP7	+ 1 pays parmi : Pays-Bas, Suède, Finlande ou Inde	2033~	Principe de partage des valeurs + complémentarité des capacités. Évolution vers un réseau mondial de sécurité démocratique des puissances moyennes.

CONCLUSION : LA K-DIPLOMATIE, VERS UN NOUVEL ÂGE DE LA DIPLOMATIE DES PUISSANCES MOYENNES

L'essence du projet MP5 est le « complément », non le « remplacement ». Il ne s'agit pas de renoncer à l'alliance Corée-États-Unis, mais d'obtenir des actifs sécuritaires supplémentaires à une époque où cette seule alliance ne suffit plus. Ce projet s'inscrit précisément dans ce que les États-Unis attendent en termes de « renforcement de l'autonomie des alliés » et d'« accroissement du partage du fardeau », tout en adressant aux États-Unis le signal que « les alliés forment un réseau de sécurité autonome » pour contenir un désengagement excessif — une stratégie à « double effet de signalement ».

Si la K-culture (hallyu) a ouvert de nouveaux horizons du pouvoir d'influence, et si la K-défense a haussé le rang de la Corée sur le marché mondial de la défense, MP5 pourrait devenir le point de départ symbolique de la « K-diplomatie », la Corée du Sud passant de bénéficiaire passive à conceptrice active de l'architecture mondiale de sécurité. En prenant la tête de MP5, la Corée — qui n'a pu rejoindre ni le G7 ni le Quad — se donnerait les moyens de remodeler fondamentalement le cadre de sa diplomatie de dépendance envers les quatre grandes puissances voisines.

Vis-à-vis des États-Unis, il faudra convaincre que ce conseil n'est en aucun cas une alliance « antiaméricaine » ou « post-américaine », mais constitue au contraire un « effort volontaire d'alliés responsables » allégeant le fardeau américain et contribuant à la stabilité de la région indopacifique. Vis-à-vis de la Chine, il faudra expliquer clairement que ce conseil n'est pas un « OTAN asiatique » visant à exclure ou à s'opposer à un pays particulier.

La « coalition de solidarité indépendante » proposée par le président Macron, l'engagement stratégique nucléaire inauguré par l'Allemagne, la Déclaration de Northwood franco-britannique — tous ces développements signifient que, à l'ère post-dissuasion élargie, les puissances moyennes ont commencé à concevoir elles-mêmes leur propre sécurité. La Corée du Sud restera-t-elle en marge de ce courant historique, ou se positionnera-t-elle en son centre pour concevoir activement un nouvel ordre sécuritaire ? Le « Conseil de sécurité des puissances moyennes MP5 » pourrait être le premier pas de cette audacieuse marche en avant.

Les opinions exprimées dans le présent Sejong Focus sont celles de l'auteur à titre personnel et ne représentent pas la position officielle du Sejong Institute.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.